



Quelle nouvelle dynamique pour Attac ?

Cinq ans après la création d'Attac, le Conseil d'administration de l'association estime nécessaire d'engager une large réflexion visant à créer une nouvelle dynamique. Pour mieux combattre la mondialisation néolibérale, il est en effet nécessaire d'analyser ses évolutions, de mieux préciser nos objectifs à moyen et long terme, d'examiner comment améliorer les moyens que nous nous donnons.

Au regard de ces enjeux et de leur complexité, ce texte pourra paraître court. Il l'est de propos délibéré afin de créer les conditions d'un approfondissement de la réflexion collective.

A cette fin, il sera diffusé auprès de tous les adhérents d'Attac. Il fera l'objet d'une première réflexion pendant les assises d'Attac, le 29 novembre 2003 à Nanterre où les modalités d'organisation du débat dans l'ensemble de l'association seront arrêtées. Le Conseil d'administration d'Attac estime possible d'en rassembler les éléments aux alentours de mars 2004.

Il ne s'agit pas pour nous de revenir sur nos engagements ou analyses passés.

Comme le précise la plate-forme d'Attac, *« la mondialisation financière aggrave l'insécurité économique et les inégalités sociales »* ; et il s'agit bien, plus que jamais, de *« reconquérir ensemble les espaces perdus par la démocratie. »* Mais, en quelques années, les termes du débat ont évolué. D'une part, parce que la mondialisation néolibérale a développé ses propres contradictions ; d'autre part parce que nos efforts, nos mobilisations et leur organisation, dans le cadre de ce que l'on appelle maintenant le mouvement altermondialiste, ont également fait bouger les lignes.

I. – OÙ EN EST LA MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE ?

La mondialisation néolibérale est le processus dominant autour duquel s'ordonnent la plupart des transformations du monde contemporain. Et cela d'un bout à l'autre de la planète, et dans toutes les sphères d'activité, des plus matérielles aux plus culturelles. Phénomène politique autant qu'économique, ce processus a été entamé au tournant des années 1970-1980, et il n'a cessé de s'accélérer ; il est loin d'être achevé. Poser le problème en ces termes, c'est voir dans la mondialisation néolibérale l'accouchement plus ou moins rapide d'une société nouvelle présentant, en tous domaines, des caractères absolument inédits. Les citoyens ont besoin de comprendre pourquoi d'une dynamique d'avancées sociales (notamment à la Libération et au lendemain de mai 1968) et de quasi plein-emploi jusqu'au milieu des années 1970 dans les pays occidentaux, le monde en est venu à un chômage de masse et à une dégradation sociale planétaire à peine imaginable. Egalement pourquoi des systèmes de protection sociale de haut niveau pouvaient être financés à des périodes où la richesse produite était incomparablement plus faible qu'aujourd'hui.

Quelle nouvelle dynamique pour Attac ?

d'hui, et pourquoi ils ne pourraient désormais plus l'être.

Analyser ces changements, les décrire, les identifier, rechercher leurs articulations réciproques doit constituer une tâche permanente pour Attac. La mondialisation néo libérale, en effet, n'est pas tombée du ciel ; elle n'est en rien une étape logique dans une évolution naturelle du système économique : elle est bel et bien la conséquence directe de multiples choix et décisions, en premier lieu politiques.

Ce qui frappe, dans la période écoulée, c'est l'écart croissant entre, d'un côté, les promesses d'un nouvel « avenir radieux » faites depuis deux décennies par les partisans de la mondialisation néolibérale, et, d'un autre côté, ses résultats concrets. Aujourd'hui, dans de nombreux pays, c'est vers le mouvement altermondialiste que l'opinion publique se tourne pour chercher des alternatives. La gestion néolibérale du monde est en crise, ce qui pose cinq défis essentiels aux sociétés.

1.- Un ordre international pris en otage par l'Empire

Devenue la question clé dans les relations entre peuples et Etats, la paix conditionne la crédibilité même de cet autre monde que nous disons possible. Depuis le 11 septembre, la vie politique internationale a été largement rythmée par la « guerre sans limites » et par la division manichéenne entre le camp du Bien et celui du Mal - qui sont au cœur de l'unilatéralisme renforcé de Washington -, ainsi que par la dégradation profonde de la situation dans tout le Proche-Orient. D'où la tendance à une militarisation généralisée de la pensée politique, débouchant sur des tensions extrêmement dangereuses dans plusieurs régions

du monde et sur des redistributions à géométrie variable des alliances entre Etats. De ce fait, le système international issu de la Deuxième guerre mondiale a été profondément déstabilisé.

Durant cette période, nous sommes apparus comme partie prenante d'un vaste mouvement international opposé à la guerre et à l'unilatéralisme de l'Empire. Notre engagement anti-guerre est inséparable de notre combat pour le développement et pour son financement solidaire, de notre lutte contre la pauvreté et pour un nouveau partage des richesses à tous les niveaux. De toute évidence, un monde durable ne peut se concevoir qu'en paix et doté d'un cadre institutionnel multilatéral. Cela implique de repenser en profondeur le fonctionnement de l'ONU et des institutions de sa famille, de réaffirmer son rôle comme expression de la « communauté internationale », et de s'appuyer sur l'opinion publique pour construire un nouvel ordre planétaire démocratique.

2.- Des institutions multilatérales ébranlées

Quels que soient leurs domaines d'intervention, les institutions multilatérales - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Organisation mondiale du commerce (OMC) - voient leur légitimité profondément remise en question, et elles n'apparaissent plus en mesure de remplir leurs missions statutaires, si contestables que soient par ailleurs celles-ci. Le FMI et la Banque mondiale ont été incapables de tirer les leçons des crises financières qu'ils ont eux-mêmes provoquées ; ils poursuivent imperturbablement leurs politiques de libéralisation, de privatisation et d'austérité, malgré leurs effets sociaux ca-

tastrophiques. Le fonctionnement, les finalités et les projets d'accords de l'OMC sont mis en accusation de façon systématique par les mouvements citoyens. C'est ce qui s'est passé à Seattle et, tout récemment, à Cancun.

Les promesses des grands Sommets de l'ONU tels que ceux de l'environnement et du développement (Rio en 1992 et Johannesburg en 2002), ou de la lutte contre la pauvreté (Copenhague en 1995 et Genève en 2000), du financement du développement (Monterrey en 2001) restent lettre morte, hypothéquant tous les efforts en vue d'une régulation multilatérale de la planète. La Charte des Nations unies et le droit international sont tournés en dérision par les Etats-Unis qui, par ailleurs, mènent campagne contre la Cour pénale internationale dont la création a pourtant déjà été ratifiée par une centaine de pays.

Dans ce contexte, jamais le besoin d'autres politiques mondiales, d'alternatives globales et d'institutions internationales démocratiques n'a été aussi fort, ce qui implique en préalable un bilan critique de celles actuellement en place.

3.- Perte de confiance et de foi dans le système

Aux Etats-Unis, avec les séismes d'Enron, de WorldCom, etc., les faillites géantes, les énormes scandales affectant des fonds de pension et plus récemment le fonctionnement des marchés des changes dans les établissements de Wall Street, le système a été touché au cœur. Et pas seulement outre-Atlantique, car l'Europe et le Japon ne sont pas épargnés. Ces affaires ont précipité une crise non seulement de confiance, mais aussi de foi dans les vertus de ce système.

Quelle nouvelle dynamique pour Attac ?

L'important, ici, n'est pas tant l'ampleur des malversations que la chaîne de complicités qui s'est nouée pour les faciliter, liant conseils d'administration, cabinets d'audit, presse financière, agences de notation, autorités dites de contrôle, banques... Bref, tout un monde soudé par une communauté d'intérêts et de destin. Non pas l'acte isolé d'un délinquant, mais une délinquance collective, minutieusement organisée. Car ces affaires, loin d'être des cas isolés, s'inscrivent dans une dérive générale. Elles s'ajoutent à l'échec économique et social des privatisations- bradages des services publics, du « laisser faire » généralisé...

Reste à identifier les origines de cette singulière épidémie. Certes il existe beaucoup de dirigeants prédateurs que rien n'arrête dans la poursuite de leur enrichissement personnel. Mais l'explication de fond est à rechercher en premier lieu dans les nouvelles structures du capitalisme mises en place progressivement depuis les années 1980, et dans la véritable dictature des marchés financiers qui s'est alors instaurée. Tout cela jette une lumière crue sur le fonctionnement réel de la « nouvelle économie », sur ses succès supposés avant l'éclatement de sa « bulle » spéculative. Les scandales, fraudes, complaisances et connivences avec la délinquance financière internationale apparaissent aujourd'hui consubstantiels au système néolibéral. Le mythe de la régulation et surtout de l'autorégulation des marchés a volé en éclats.

4.- Une hégémonie intellectuelle sur le recul

La pensée néolibérale est aujourd'hui la cible de critiques radicales, y compris dans les cénacles

internationaux où elle faisait la loi. L'effondrement des Bourses, les scandales en tout genre, le cas d'école de l'implosion de l'Argentine, ex-meilleure élève du FMI, la montée des résistances dans de nombreux pays expliquent ce revirement. Des économistes jadis orthodoxes en viennent à dénoncer les impasses des politiques inspirées du « consensus de Washington » et plaident pour des ajustements d'ampleur diverse. La question d'une réforme fondamentale du capitalisme, impliquant un retour de l'intervention de l'Etat, se trouve même ouvertement posée. Certains, pourtant parmi les plus libéraux, vont jusqu'à s'interroger sur les bienfaits de la libre circulation des capitaux, quand ce n'est pas sur le libre-échange lui-même.

L'arrogance intellectuelle des hérauts du néolibéralisme n'est plus de mise. Cela dit, même si elle a dû en rabattre, cette pensée demeure hégémonique dans le monde des affaires et de l'entreprise, tout comme dans le système médiatique et dans les autres appareils de reproduction des idées. Le plus gros reste donc encore à faire pour libérer les esprits de la résignation à l'ordre existant, résultat d'un quart de siècle de « matraquage » idéologique.

Il convient d'être attentifs à cette nouvelle donne et de s'en saisir pour, dans les débats et explications, promouvoir des réflexions alternatives. C'est là un enjeu décisif tant il est vrai que, en dernière instance, ce sont les idées qui gouvernent le monde.

5.- L'exigence de démocratie

La question de la démocratie est déjà, et va être de plus en plus à l'ordre du jour. Dans tous les domaines de la vie sociale et éco-

nomique, les salariés, les citoyennes et citoyens expriment le besoin de maîtriser toujours davantage leur présent et les termes de l'avenir: ils veulent prendre leur destin en main. Cette aspiration existe au Sud comme au Nord, et elle percuté les politiques nées de la mondialisation néolibérale ou développées en son nom. Tout se passe comme si la globalisation financière pouvait seulement prospérer au prix d'un renoncement général à la pleine citoyenneté et d'un conformisme interdisant toute capacité critique. Le problème concerne toutes les grandes démocraties : les mêmes tendances s'y retrouvent, atténuées ou aggravées par leurs héritages historiques respectifs. Les symptômes immédiats de ces évolutions sont bien connus : affaiblissement des organes essentiels que sont les partis et les syndicats, crise de la représentation politique, abstentionnisme de masse, montée de l'extrême-droite...

Les retombées de la « guerre sans limites » du gouvernement américain ont par ailleurs exacerbé une dimension autoritaire, tant au plan des relations internationales que dans le cadre des lois nationales. Et ce, au moment même où la question d'un autre développement passe par la conquête de nouveaux droits politiques et de nouvelles garanties sociales, par la prise en compte des impératifs écologiques et par la mise en place de nouveaux leviers économiques au service de l'intérêt général. Mettre en échec la mondialisation néolibérale implique un approfondissement de la démocratie, tant représentative que participative, ainsi qu'un enrichissement de ses pratiques. Et il y a urgence, compte tenu de la montée en Europe de forces préconisant la mise en œuvre d'exclusions fondées sur la haine et la xénophobie, et de législations liberticides. Sans doute ces questions ne sont-elles pas nouvelles, mais elles se

Quelle nouvelle dynamique pour Attac ?

posent en des termes renouvelés, alors même que les responsabilités d'Attac se sont considérablement amplifiées. D'une façon générale, les défis auxquels nous avons à faire face sont de trois ordres : combiner toujours plus finement activités et propositions, et ce aux niveaux international, européen, national et local ; articuler leurs dimensions sociale, économique, culturelle et politique ; préserver notre identité propre avec ce que cela suppose de pluralisme des points de vue, d'indépendance et de capacité de décision autonome, et, en fin de compte, de volonté de jouer le rôle de ferment démocratique. Il y va de notre capacité à être toujours davantage un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, lié aux autres acteurs sociaux et partie prenante d'un mouvement altermondialiste porteur d'ambitions globales.

II. - DE NOUVEAUX DÉFIS A RELEVER

1. - Confirmer et renforcer l'identité d'Attac

Pour relever les défis que pose la nouvelle étape de la mondialisation néolibérale, nous bénéficions d'une expérience, d'un réseau international et d'un bilan non négligeables. Si sa sphère d'influence s'agrandit, si elle est aujourd'hui bien enracinée dans le paysage civique international et, pour ce qui nous concerne, français, et si ses responsabilités s'élargissent, Attac est et demeurera une association. C'est-à-dire un libre groupement de personnes physiques et morales qui s'organisent dans un dessein commun : occuper de la façon la plus constructive possible les espaces de contre-pouvoir, élaborer des analyses critiques, for-

muler des alternatives, mobiliser pour les faire avancer, participer à leur mise en œuvre, y compris en nous confrontant, chaque fois que nécessaire, aux pouvoirs publics. Tout cela et rien que cela.

A cet égard, toutes les supputations sur une autre vocation que celle-là sont dénuées du moindre fondement. Il y a un espace – que nous respectons – pour les partis politiques, mais ce n'est pas celui d'Attac : notre engagement s'effectue dans le champ de l'éducation populaire et aussi, parce que la construction d'un « autre monde » suppose de peser sur les réalités, dans celui de l'action. Dans les rencontres, débats et activités communes que nous menons, notre identité et nos valeurs – internationalisme, démocratie, indépendance – doivent demeurer inchangées.

Tout comme reste inchangée notre volonté d'articuler notre activité à celles d'autres acteurs, dans le mouvement associatif et dans le mouvement syndical, au plan international comme au plan national. Il s'agit là d'une constante de notre démarche ; elle s'enracine dans la conviction que lutter contre la mondialisation néolibérale, promouvoir des politiques alternatives implique un large travail de rencontres et d'échanges, la prise en compte et le croisement d'une formidable quantité de préoccupations, d'idées et d'expériences.

En revanche, nos responsabilités, elles, évoluent. Ce mouvement s'opère au rythme même de la montée en puissance du mouvement altermondialiste, de la croissance d'Attac en France, et dans un contexte de profonde crise de la représentation politique. Cette évolution suppose sans doute de nouvelles pratiques, de nouvelles audaces, à la hauteur des défis posés. Elles restent

pour une part à inventer, dans la lignée de ce qui, déjà, a été fait.

2.- Approfondir le contenu des alternatives

Il ne s'agit pas pour nous de penser le monde en vase clos ou de courir après des « plans » clés en mains, mais bien d'approfondir de grandes questions structurantes dans le débat d'idées, telles que la place de l'Etat, le rôle des services publics, les modes de réappropriation sociale, en articulant les questions posées au plan local et dans leur dimension européenne et mondiale. Cela vaut pour l'emploi et pour les biens communs que sont l'éducation, la santé, la culture, l'eau ou l'énergie. Cela concerne également l'alimentation, la sécurité et la souveraineté alimentaires, ainsi que les modes de consommation. Enfin, dans le débat – notamment international et institutionnel – il nous appartient de présenter de façon toujours plus offensive les alternatives au système de la dette, au libre-échange, à la délinquance financière, etc. Toutes ces questions doivent être aujourd'hui portées comme autant d'urgences sur lesquelles nous exigeons des réponses et des actes.

C'est dans cet esprit qu'Attac s'implique pleinement dans le processus des Forums sociaux, aux plans mondial, continental (européen pour nous), national ou local. Pour rester fidèles à leur mission, ces Forums doivent continuer à fonctionner comme des espaces ouverts de dialogue et de confrontations, permettant aux acteurs et mouvements sociaux, dans toute leur diversité – des écologistes aux féministes, des syndicats aux ONG de solidarité, des organisations de l'immigration aux mouvements d'éducation populaire –, de confronter leurs diagnostics, de croiser

Quelle nouvelle dynamique pour Attac ?

leurs visions et d'aller, dans la mesure où ils le décident, à des convergences de travail et à des mobilisations et campagnes communes. La participation à ces Forums n'est pas évidemment pas neutre : elle s'inscrit dans le cadre de la Charte de principes de Porto Alegre, donc dans une démarche de refus du néolibéralisme et de l'impérialisme.

Les Forums sociaux ne sont pas seulement des espaces : ils ont aussi pour vertu d'enclencher et de dynamiser des processus, en particulier des processus d'élargissement géographique, culturel et social des luttes contre le néo libéralisme. Ils y réussiront d'autant mieux s'ils gagnent en transparence, en respect des procédures démocratiques, en souci du pluralisme et en responsabilité.

3. - Elargir la base sociale du mouvement

L'élargissement de la base sociale d'Attac reste notre point faible. Dans leur grande majorité, les couches populaires ne sont pas non plus impliquées dans les Forums, ni dans les autres mouvements altermondialistes ni d'ailleurs dans les autres structures de représentation de la société.

Cet élargissement doit se nourrir d'un travail opiniâtre, continu, visant à gagner à l'engagement contre le néolibéralisme toutes les catégories qui en sont victimes et/ou s'impliquent dans des résistances visant à desserrer les contraintes et discriminations qui pèsent sur elles, que leur nature soit sociale, économique ou culturelle. Cette lutte ne saurait être l'apanage de telle ou telle catégorie ; elle requiert au contraire que chacune, chacun, inscrive ses difficultés, ses aspirations et ses expé-

riences dans un cadre lui permettant de peser sur les décideurs, de diminuer toujours davantage leurs marges de décisions et de manœuvre.

Pour Attac, un tel objectif implique la prise en compte des réalités de toutes celles et ceux qui souffrent des politiques néolibérales : exclus de l'emploi, salariés précaires, ouvriers, employés, techniciens, paysans, immigrés, femmes et jeunes discriminés du fait de leur sexe, de leurs origines ou de leur âge en explicitant le lien entre leurs préoccupations immédiates et les décisions, notamment politiques, découlant de la mondialisation néolibérale.

4.- Intérioriser la dimension européenne

Ensemble régional doté de puissantes institutions, l'Union européenne (UE) impulse des politiques qui surdéterminent un très grand nombre de mesures prises à l'échelon national. Les combats d'Attac seront rendus plus faciles ou plus difficiles selon que la dérive néolibérale de l'UE sera contrecarrée ou renforcée. D'où l'importance que l'association attache au contenu du futur traité européen (abusivement appelé Constitution) actuellement en cours d'élaboration au sein de la conférence intergouvernementale (CIG).

A cet égard, le texte issu de la Convention pour l'avenir de l'Europe et qui sert de base aux travaux de la CIG n'est pas satisfaisant. S'il comporte un tout petit nombre d'avancées, il a cependant pour caractéristique essentielle de sanctuariser le néo libéralisme comme doctrine quasi constitutionnelle de l'Union. C'est pourquoi Attac, après avoir procédé à une première analyse du projet de traité, a formulé 21 exigences pour que sa version finale devienne

acceptable. C'est au vu de cette version que l'association déterminera sa position définitive. En préalable, elle décidera des procédures à mettre en œuvre afin d'associer le maximum d'adhérents à cette prise de décision.

Attac, qui est déjà en liaison permanente avec les autres associations Attac d'Europe, discutera avec elles afin de tenter d'arriver à une position commune sur le futur traité.

5.- L'affrontement décisif s'opère dans les consciences

L'atout maître de la mondialisation néolibérale, c'est l'idéologie. Une idéologie à laquelle il a fallu plusieurs décennies et d'énormes moyens humains et financiers pour s'installer de manière hégémonique. Parce qu'ils disposent de l'arme de la communication, grâce à leur contrôle du système médiatique, les tenants de l'ordre établi sont en mesure d'imposer une lecture de la réalité qui se coule dans leurs propres catégories. Ils s'efforcent ainsi de neutraliser et de disqualifier par avance toute autre lecture, et ils n'hésitent pas, le cas échéant, à compléter leur emprise par des campagnes de désinformation. Dans cet affrontement décisif entre deux conceptions du monde – l'une, fermée, se réduisant à l'adaptation au modèle néolibéral ; l'autre, ouverte, laissant la possibilité de mettre en place des alternatives, elles-mêmes diversifiées -, le système médiatique joue un rôle déterminant dont il nous appartient de bien prendre la mesure.

Dans les esprits, une course de vitesse est engagée entre ces deux conceptions. Toute la question est de savoir si, à partir des premiers succès obtenus, les altermondialistes sauront, dans un proche avenir, contribuer à libérer les consciences du carcan néolibéral, et

Quelle nouvelle dynamique pour Attac ?

faire prévaloir la prise en compte des valeurs d'émancipation humaine contre toutes les formes de domination et d'oppression.

III. - POURSUIVRE LA CONSTRUCTION D'ATTAC

Au cours des cinq années écoulées, la construction d'Attac a été le résultat d'un processus continu, marqué au sceau de la créativité. En témoignent la mise en place de la Conférence nationale des comités locaux (CNCL), de la Charte régissant les rapports entre ces comités et l'association nationale, celle d'Attac-Campus, le travail en groupes thématiques promus par les comités locaux, la création, par le Conseil d'administration, de commissions nationales elles-mêmes articulées avec le Conseil scientifique, le rôle des comités dans la constitution de Forums sociaux locaux, etc. Au stade où est arrivée l'association, notamment au regard de son nombre d'adhérents, ces questions d'organisation jouent un rôle central dans la qualité démocratique de notre vie interne et dans notre capacité de réflexion collective et de mobilisation. Elles conditionnent également notre capacité de renforcement de l'association dans les temps à venir.

1. - Maîtriser notre dimension pluri-thématique

Attac intervient publiquement dans un très grand nombre de domaines, que ce soit par choix ou à la suite de sollicitations. Ce qui pose de nombreux problèmes. D'abord au regard de la nature de l'association : qu'est-ce qui relève de son champ d'activité, qu'est-ce qui n'en relève pas ? Ensuite, comment « se maintenir au niveau » dans les diffé-

rentes composantes de cette pluriactivité, autrement dit, comment ne pas se contenter d'approches trop rapides, trop superficielles ?

Enfin, comment mettre cette diversité au service des campagnes nationales qui assurent la visibilité et l'efficacité d'Attac aux plans national et international ?

2.- Gagner en représentativité sociale

Comme cela a été dit plus haut, les catégories populaires sont peu présentes au sein d'Attac, peu concernées par ses initiatives, bien que des avancées aient été réalisées sur ce terrain par de nombreux comités locaux.

Notre volonté d'élargissement social implique qu'une grande attention soit portée aux questions du travail et de l'emploi, aux stratégies déployées par les entreprises transnationales, notamment françaises, dans la mesure où nous avons une responsabilité spécifique à cet égard.

Ces entreprises sont en effet des acteurs majeurs de la mondialisation néolibérale. Comme nous l'avons fait lors des licenciements de convenance boursière de Danone et lors des conflits des jeunes de MacDo, il convient d'intégrer ces dimensions à nos activités. Et cela en lien avec les organisations syndicales, dans les dimensions qui nous sont propres – celles de l'analyse et de la mise en perspective plus globale -, mais aussi par des coopérations concrètes sur des enjeux particuliers : délocalisations, plans sociaux, etc. Cela vaut particulièrement pour les entreprises dotées de comités de groupe européen. Il y a là un chantier pour les Attac d'Europe.

Les jeunes sont également insuffisamment présents dans les rangs d'Attac, alors même qu'ils sont

particulièrement actifs dans nombre de mobilisations. Il nous appartient de trouver les formes d'un engagement dans l'association qui soit compatible avec la réticence de beaucoup d'entre eux à l'égard de toute structure formelle.

3. - Renforcer notre capacité d'action, donc nos effectifs

Il ne s'agit pas, pour les membres de l'association, de jouer les sergents recruteurs, mais de tirer les conclusions des deux défis précédents. L'objectif est de s'adresser de façon ouverte, accueillante à des milliers de personnes qui nous connaissent plus ou moins, qui éprouvent spontanément de la sympathie pour Attac, mais ne voient pas clairement en quoi leur adhésion constituerait un « plus » pour eux ou pour nous. D'où les efforts que nous devons accomplir pour rendre toujours plus simple et accessible l'adhésion à Attac, pour améliorer en permanence l'accueil et l'insertion des nouveaux arrivants.

Bien qu'elle se soit ralentie depuis 2001, la progression du nombre d'adhérents à Attac se poursuit : 1998 (5 411) ; 1999 (15 049) ; 2000 (23 277) ; 2001 (27 635) ; 2002 (29 782) ; mi-novembre 2003 (28 950). Et probablement plus de 30 000 à la fin 2003.

Pourquoi adhère-t-on à Attac ? Une étude a été réalisée portant sur les participants à l'université d'été 2003, dont les résultats, avec certaines précautions, semblent pouvoir être étendus à l'ensemble des adhérents. Les réponses sont les suivantes : 1) pour ma formation, l'éducation populaire et mon information ; 2) en raison de mon insatisfaction vis-à-vis des autres formes d'organisation, comme les syndicats et les partis politiques ; 3) pour faire de la politique autrement ; 4) pour m'engager, résister, lutter. Ces résultats

Quelle nouvelle dynamique pour Attac ?

expliquent probablement pourquoi Attac fait à la fois beaucoup de nouvelles adhésions et voit une proportion non négligeable de ses adhérents ne pas renouveler leur cotisation d'une année sur l'autre. Les raisons conduisant, activement ou passivement, un grand nombre d'adhérents à ne pas renouveler leur cotisation d'une année sur l'autre ne peuvent nous laisser indifférents : en cinq ans, ce nombre s'élève à 34 511. Si tous ceux qui ont adhéré un jour à Attac y étaient restés, l'association compterait aujourd'hui 61 867 adhérents. Comment reprendre contact avec ces 34 511 anciens adhérents ? Sans doute faut-il convaincre nombre de responsables locaux d'Attac que l'adhésion et le renouvellement de cotisation sont des sujets de discussion et ne sauraient être purement et simplement abandonnés à la seule décision (ou, dans un très grand nombre de cas, non décision) des intéressés. Cette démarche doit reposer sur un très grand respect des personnes et sur l'absence de toute volonté d'instrumentalisation. Ne pas l'entreprendre reviendrait, de fait, à abandonner quelqu'un aux diverses pressions qui l'accablent. Le débat doit donc s'organiser au sein d'Attac sur ces questions. Car si notre vocation est bien l'éducation populaire tournée vers l'action, notre intérêt, et celui de nos concitoyens, est de disposer d'un outil performant pour parvenir à faire avancer nos propositions.

4. - Poursuivre l'amélioration de la démocratie interne

La question du fonctionnement démocratique est une préoccupation permanente pour l'association. Et il est bon que nous y soyons toujours collectivement attentifs, à tous les niveaux. L'organisation d'Attac n'est pas banale. Elle s'explique largement par les conditions de sa création par

des titres de presse, des associations, des organisations syndicales et des citoyens conjointement désireux de rompre avec la « pensée unique » du néolibéralisme. Cette particularité, qui est un bien précieux et envié de beaucoup, a permis d'emblée de disposer d'un potentiel de capacité de réflexion et de mobilisation importantes par la démultiplication des réseaux ; de développer une culture du débat et de faire travailler ensemble des acteurs très divers qui n'avaient pas jusqu'alors de lieux institutionnels pour se rencontrer. Cette spécificité s'exprime dans la structure du Conseil d'administration d'Attac : 30 membres, dont 18 représentant les membres fondateurs et 12 représentants les adhérents individuels. Tous sont évidemment élus lors des Assemblées générales.

Ce mode d'organisation est très différent de celui normalement en vigueur dans les autres associations ou même dans les partis politiques. Habituellement, il n'existe pas de membres fondateurs, surtout lorsqu'il s'agit de personnes morales, et les instances dirigeantes - le Conseil d'administration et le Bureau - sont composées de personnes physiques directement élues par les adhérents lors des assemblées générales (ou des congrès quand il s'agit de partis politiques). Ce système déroute et irrite parfois, au motif que seuls 12 administrateurs sur 30 sont issus des adhérents individuels.

A plusieurs reprises, certains ont préconisé une modification des statuts pour parvenir à un Conseil d'administration entièrement composé d'adhérents individuels. Outre que la révision de ces statuts suppose une mobilisation massive (et non garantie par avance) des adhérents, en raison des quorums requis, l'expérience a prouvé qu'elle n'était pas indispensable pour faire évoluer le fonctionnement d'Attac. La création de la CNCL, celle des commissions du Conseil

d'administration ouvertes aux adhérents et aux comités locaux, de même que la résolution n° 4 soumise à l'assemblée générale de 2003 en portent témoignage.

En fait, la présence de membres fondateurs dans les organes de décision participe de la démocratie au sein d'Attac. Non seulement elle garantit aux adhérents qu'aucune prise de contrôle de l'association par tel ou tel groupe, politique ou autre, n'est possible, mais elle leur donne l'assurance de la stabilité de l'association dans ses objectifs et dans son fonctionnement. De surcroît elle permet une diffusion des positions d'Attac dans une multitude de réseaux associatifs et syndicaux qui innervent la société française. Cela dit, la question du rééquilibrage du poids respectifs des membres fondateurs et des membres actifs au sein des structures de décision de l'association n'est nullement taboue. Elle devra progressivement trouver des réponses adaptées.

5.- Dynamiser le rôle des comités locaux

Attac est une association d'adhérents dont chacun trouve les formes d'engagement adaptées à sa situation personnelle, à sa disponibilité, etc. Aucune de ces formes n'est supérieure à une autre : le travail individuel de fourmi sur son lieu de travail ou dans son immeuble pour diffuser les propositions d'Attac ou faire adhérer à l'association en constitue une ; la participation à un comité local en est une autre (non exclusive de la première...).

Parce qu'ils regroupent et organisent une partie des adhérents de l'association résidant dans une zone géographique donnée, les comités sont devenus des rouages essentiels de l'activité d'Attac.

Quelle nouvelle dynamique pour Attac ?

C'est pourquoi leur rôle, qui a déjà trouvé sa reconnaissance formelle dans la création de la CNCL, doit encore s'accroître. Cela passe, en particulier, par une meilleure coordination entre eux, et entre eux et l'association nationale. Il existe à l'heure actuelle 218 comités locaux en France métropolitaine, dont 176 sous la forme d'associations régies par la loi de 1901. Au fil des ans, deux types d'organisation se sont développés à l'échelle départementale. Dans 74 départements, il n'existe qu'un seul comité organisé en de nombreux « groupes de proximité » (par ville, canton...). Dans ce cas, le Conseil d'administration du comité comprend généralement des représentants locaux des membres fondateurs, ainsi que les représentants des groupes de proximité.

Dans les 20 autres départements, il existe plusieurs comités. Cette situation est souvent due à des difficultés de liaison, mais parfois aussi à d'autres raisons, moins objectives. Si elle permet à chacun d'eux de travailler « tranquillement », c'est-à-dire en ignorant l'activité des autres, elle a aussi ses limites et ses défauts : un manque de coordination d'Attac à l'échelle départementale ; une mauvaise « couverture » du département, une moindre visibilité... Ajoutons-y, même si cela n'est pas l'essentiel, une réelle lourdeur de gestion pour le siège dont les capacités d'écoute et de réponse dépendent pour partie de son nombre d'interlocuteurs.

Sans vouloir rien forcer à cet égard, la mise en place volontaire de coordinations départementales là où il n'en existe pas encore, est une proposition à avancer comme facteur d'efficacité. Elle n'implique aucune structure hiérarchique particulière, mais permettrait au moins aux comités locaux d'un même département de se rencontrer régulièrement.

La CNCL se tient trois fois par an. Organisées par un des comités locaux en liaison avec le Bureau, ses sessions rassemblent un représentant de chaque comité (et un accompagnateur) et permettent les échanges d'expériences et les réflexions stratégiques avec les structures de direction nationales, des débats en plénières ou en ateliers, et, d'une manière générale, une meilleure appropriation – éventuellement critique – des campagnes nationales par chaque comité. La CNCL est cependant encore trop peu utilisée, puisque près de la moitié des comités n'y participent pas. Par ailleurs, les délégués présents ne disposent pas toujours de mandats de leur comité sur les points à l'ordre du jour. Or, pour être efficace et représentative, la CNCL ne peut se transformer en une simple addition d'adhérents, sa vocation étant de rassembler des représentants mandatés. D'où la nécessité d'une meilleure préparation en amont de ses sessions par les comités locaux.

ET MAINTENANT ?

Un immense travail a été accompli par Attac en 5 ans. Des associations Attac sont présentes dans une cinquantaine de pays. Ce sont autant d'acquis et d'atouts pour aller encore beaucoup plus loin dans la mise en échec de la mondialisation néolibérale et dans la formulation et la mise en place d'alternatives. Beaucoup de citoyennes et de citoyens nous font confiance, même s'ils ne nous ont pas encore rejoints. Cela nous crée des obligations et des responsabilités qui nous dépassent largement. Les questions posées dans le présent document sont un appel à la réflexion individuelle et collective des membres de l'asso-

ciation. Elles ouvrent un débat et n'en préjugent pas les conclusions. En particulier, elles laissent largement ouverte la question centrale – qui nous est de plus en plus fréquemment posée – de la mise en oeuvre de nos propositions, donc de nos rapports avec la sphère politique institutionnelle.

Une sphère qui n'est certes pas la nôtre, mais dont nous ne pouvons ignorer le rôle décisif dans la poursuite de nos objectifs. Ce sera aussi l'un des points importants des discussions à venir.